



HAL
open science

Les justes et les brutes : la littérature de témoignage sur les violences de Gênes 2001

Laura Centemeri, Bruno Cousin, Emanuele Polizzi, Tommaso Vitale

► To cite this version:

Laura Centemeri, Bruno Cousin, Emanuele Polizzi, Tommaso Vitale. Les justes et les brutes : la littérature de témoignage sur les violences de Gênes 2001. *Mouvements : des idées et des luttes*, 2004, 3/2004 (33-34), pp.194-203. 10.3917/mouv.033.0194 . hal-01020045

HAL Id: hal-01020045

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01020045>

Submitted on 7 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES JUSTES ET LES BRUTES : LA LITTÉRATURE DE TÉMOIGNAGE SUR LES VIOLENCES DE GÊNES 2001

Laura Centemeri *et al.*

La Découverte | *Mouvements*

2004/3 - no33-34
pages 194 à 203

ISSN 1291-6412

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-mouvements-2004-3-page-194.htm>

Pour citer cet article :

Centemeri Laura *et al.*, « Les justes et les brutes : la littérature de témoignage sur les violences de Gênes 2001 », *Mouvements*, 2004/3 no33-34, p. 194-203. DOI : 10.3917/mouv.033.0194

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Les justes et les brutes : la littérature de témoignage sur les violences de Gênes 2001

PAR
LAURA CENTEMERI,
BRUNO COUSIN,
ÉMANUELE POLIZZI
ET TOMMASO VITALE*

Les évènements, survenus à Gênes en juillet 2001 lors de la contestation du G8, se sont constitués progressivement comme référence politique et culturelle dans l'histoire en train de se faire – à la fois identité et récit partagé – du mouvement altermondialiste et, en particulier, de sa composante italienne. On analyse ici un genre de récit qui a connu un essor exceptionnel en Italie après les évènements de Gênes : le témoignage de la violence subie. Des récits qui ont fortement contribué à définir l'« après-Gênes », c'est-à-dire un nouveau rapport entre le mouvement altermondialiste italien comme acteur politique et l'État comme appareil répressif.

L'étude de la violence des évènements de Gênes, telle qu'on l'envisage ici, n'est pas celle des faits comme ils se sont déroulés. Nous ne chercherons pas à reconstituer et à analyser les épisodes sanglants des trois journées de manifestations de rue, l'assaut nocturne à l'école Diaz et les sévices perpétrés par les forces de l'ordre dans la caserne de Bolzaneto. D'autres recherches s'y sont déjà attachées, qui ont, notamment, mobilisé les méthodes d'explication classiques de la sociologie de l'action collective pour montrer com-

ment l'escalade de la violence s'expliquait par de nombreuses causes concomitantes¹.

Nous éviterons aussi de nous substituer à des procédures judiciaires en cours à l'heure actuelle en désignant des responsabilités individuelles, même si les premières sentences ne manquent pas de susciter un avis mitigé sur la volonté de la magistrature d'élucider les faits.

Toutefois, il ne s'agit pas non plus ici de se limiter à rapporter la médiatisation des faits ou à analyser les premières réactions de la presse², des autorités et du champ politique face à la violence des évènements (même s'il faut insister sur la façon dont la littérature étudiée fait sens par rapport aux débats dans l'espace public). Le corpus considéré est constitué de quarante-neuf publications, livres ou numéros spéciaux de revues, dont la parution s'étale entre les mois de juillet 2001 et 2003, bien que la plupart soit de l'année qui suivit les évènements. Si l'on avait aussi voulu s'intéresser à

* Sociologues.

1. Voir à ce propos les derniers travaux réalisés par l'équipe de Donatella della Porta, notamment : M. ANDRETTA, D. DELLA PORTA, L. MOSCA et H. REITER, *Global, nonglobal, new global. La protesta contro il G8 a Genova*, Laterza, Rome-Bari, 2002.

2. P. CERI, *Movimenti globali. La protesta nel XXI° secolo*, Laterza, Rome-Bari, mars 2002.

l'ensemble des témoignages iconographiques, on aurait pu rajouter une trentaine de films documentaires, du court au long-métrage, parus durant la même période. Ainsi, c'est d'abord par son ampleur que cette prolifération éditoriale s'inscrit comme une exception nationale : à titre de comparaison, il suffit de noter que, malgré la dimension internationale du contre-sommet, n'ont été publiés en France que très peu de textes équivalents.

En reprenant une forme de critique qui a caractérisé durant les années 1960-1970 tous les mouvements pour la défense des droits civiques et des droits de l'homme, les altermondialistes italiens ont ajouté à leur remise en cause principale de la mondialisation néo-libérale et de l'ordre géopolitique, plus ou moins impérial, qui y est lié, une dénonciation de l'oppression et de la répression exercées par l'appareil étatique et policier. Ils renouaient ainsi avec une tradition du témoignage qui compte des antécédents aussi illustres que, par exemple, *S'ils viennent à l'aube* d'Angela Davis. Car ce retour à la certification attestative comme forme de dénonciation des violences par la simple exposition des faits se justifie précisément par l'intensité inédite de celles-ci pour la génération de militants et manifestants qui, majoritairement, les a subies en 2001.

Ce corpus sera présenté en six catégories dont il apparaîtra qu'elles sont structurantes du débat public et qu'elles ne s'articulent pas au hasard avec les différents registres de dénonciation et justification mobilisés. On distingue successivement : les témoignages journalistiques sur les faits, les attestations oculaires et corporelles de la violence, les témoignages fondés sur l'expertise, les comptes-rendus parlementaires, les élaborations idéologiques et les élaborations lyriques (poésie, théâtre et roman).

● Une multitude d'ouvrages entre débat et intertextualité

Il y a d'abord la parole des journalistes qui dénoncèrent les violences, car leurs textes furent à la fois les premiers à relater ce qui était en train ou venait de se passer et ceux qui ont

connu le plus grand succès éditorial. Face à l'imposante campagne télévisuelle de désinformation menée par Mediaset (les chaînes privées de Silvio Berlusconi) et la RAI (les chaînes publiques, dont il désigne les dirigeants en tant que chef du gouvernement) et reprise par la plus grande partie des médias, quelques-uns ont développé d'emblée une stratégie d'autonomie et d'opposition au sein du champ journalistique³, au nom des principes de leur éthique et de leur pratique professionnelles. Indymedia, mais aussi Radio Popolare et Radio Gap, dans les recueils de leurs chroniques des rues de Gênes, donnent à voir un journalisme du direct et des témoignages recueillis sur le vif, qui se cherche comme « anti-médiatique » (ou, si l'on veut, authentiquement médiatique) en ce qu'il essaie de restituer les faits dans toute leur immédiateté, à l'instar des innombrables films documentaires réalisés au même moment. L'ensemble des livres de journalistes parus par la suite alternent, en invoquant les compétences spécifiques de leurs auteurs, les genres de l'attestation de terrain et de l'enquête par reconstitution des faits. Deux ouvrages sont, en ce sens, emblématiques : *Non lavate questo sangue* de Concita De Gregorio et *G8/Genova* de Giulietto Chiesa. Dans le premier, l'envoyée de *La Repubblica* affirme sa neutralité politique pour restituer, à partir de son propre témoignage, ainsi que des preuves et interviews recueillies, une version chorale de ce qui s'est passé, élaborée à partir d'attestations vérifiées, convergentes et complémentaires ; tandis que le second propose la déposition circonstanciée et méticuleuse d'un grand reporter de terrain, habitué des champs de bataille et des affrontements de rue du monde entier (et qui serait donc peu susceptible de voir son jugement floué). Mais dans un cas comme dans l'autre, c'est précisément cet attachement au strict compte-rendu de la factualité qui rend les récits

3. O.C.P. (Osservatorio comunicazione politica), coordonné par S. CRISTANTE, *Violenza mediata. Il ruolo dell'informazione nel G8 di Genova*, Editori Riuniti, Rome, 2003.

des violences aussi terrifiants pour le lecteur : lorsque le reporter au ton habituellement posé raconte que « quelqu'un a encore le courage de crier, de protester. Et c'est tant pis pour lui, parce qu'il est alors pris pour cible et roué de coups de matraque, de coups de pied, de coups de coude. Un carnage insensé et à sens unique ». De même lorsque, avec De Gregorio, on est confronté à la description détaillée des tortures – physiques et psychologiques – infligées entre les murs de Bolzaneto et à une violence tellement arbitraire et imprévue que toutes les certitudes (sur la démocratie italienne, sur les motivations des actions de la police) sont désormais inutiles : la journaliste en est réduite à chercher la vérité et le sens de ce qui s'est passé dans des éclaboussures et des traînées de sang. Ainsi, les témoignages journalistiques de terrain acquièrent une valeur particulière du fait que les journalistes sont en quelque sorte des témoins d'excellence, des professionnels de l'attestation, des commentateurs dont les accents mesurés sont d'autant plus susceptibles de restituer la démesure de la violence.

Par rapport à cette neutralité de ton, les témoignages oculaires de citoyens jusque-là sans histoire et sans vocation particulière au récit se distinguent par le spontanéisme de leur confrontation à la violence policière et par la façon dont ils la racontent. Pour la plus grande partie des manifestants, notamment pour les générations nées dans les années 1970 ou dans la première moitié des années 1980 (sans même parler de tous ceux qui manifestaient pour la première fois), un tel déchaînement était jusque-là simplement inconcevable ; ainsi, comme la plupart des victimes furent, paradoxalement, les manifestants les moins politisés, les moins expérimentés en termes de démonstrations de rue, ceux qui n'avaient pas vu venir les manœuvres d'encercllement de la part des forces de l'ordre et qui, n'ayant rien fait de répréhensible, ne s'attendaient pas à être arrêtés ou frappés du seul fait de leur présence sur les lieux, leurs attestations ne sont étayées le plus souvent que par une brève exposition des conditions validant leur crédibilité et leur

statut de témoins oculaires⁴. Car il s'agit – c'est bien là l'enjeu des luttes de généralisation – d'insister sur l'appartenance des victimes à une collectivité la plus vaste possible : non pas des « *no global* », des jeunes militants ou des sympathisants d'une gauche radicale, mais des citoyens de tout bord et tout simplement des hommes. « Dans la caserne de Bolzaneto ils nous ont frappé sauvagement pendant seize heures d'affilé. Vous appelez ça comment? Moi je dis que c'est de la torture. Ce que je n'oublierai jamais, c'est le visage souriant des agents qui, auparavant, dans la rue, rouaient de coups de pied des jeunes filles de quinze ans, déjà arrêtées et pieds et poignets liés. [...] Avec une régularité systématique, nous recevions des coups de pied, des volées de coups de matraque dans les reins, des insultes et des coups sur la nuque, à cause desquels le mur contre lequel j'étais appuyé s'est rapidement empreint d'une large tâche de sang [...] et ils m'ont forcé à marcher au pas en faisant le salut fasciste ». Qui parle? Riccardo, fils de fonctionnaire de police (son père a porté plainte avec lui), se définit lui-même comme sympathisant de droite et ne manifestait même pas lorsqu'il a été pris dans une rafle des carabinieri⁵... Un exemple parmi tant de récits semblables. Des témoignages qui, s'ils sont livrés à l'état brut et en l'absence de toute contextualisation argumentative, s'appuient souvent sur des objets, des équipements, des dispositifs de mise à l'épreuve. La notion de corporéité de la preuve⁶ assume ici toute sa signification dans le rôle joué par les corps blessés (ou mort, dans le cas de Carlo Giuliani) donnés à voir dans les innombrables films et photos ; expositions qui

4. R. DULONG, *Le témoin oculaire. Les conditions sociales de l'attestation personnelle*, Éditions de l'EHESS, 1998.

5. Témoignage rapporté dans le n° 32 de *Famiglia cristiana* daté du 12 août 2001 et repris dans : *Genova. Il Libro Bianco*, l'Unità, Carta, Liberazione et Manifestolibri, Milan, juillet 2002.

6. L. BOLTANSKI et L. THÉVENOT, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Gallimard, 1991.

servent à illustrer la défaillance démocratique des autorités et des forces de l'ordre dans leur recours à la violence, avec la dimension de scandale que cette illégitimité comporte. Le registre de la référence biographique, considéré par la recherche sociologique comme une des trois principales logiques d'action par lesquelles les mouvements sociaux cherchent à influencer les décideurs publics⁷, apparaît par ailleurs comme le plus cohérent avec la conception participative de la démocratie caractéristique du mouvement altermondialiste. La légitimité de la prise de parole – pour donner son opinion comme pour dénoncer – ne résulte pas d'une compétence particulière ou d'une investiture formelle, mais de l'implication directe. Or, si ici tout le monde a un abus à dénoncer, c'est bien parce que la violence a frappé n'importe qui.

L'expertise, quant à elle, apparaît dans le corpus sous la forme d'une expertise militante et selon deux modalités principales : l'expert attestant directement des faits au nom d'un discernement lié à sa compétence spécifique (les médecins et les avocats du Genoa social forum) et l'expert scientifique développant un appareil de preuves indirectes. Ce dernier cas concerne en particulier la controverse autour des dangers des gaz lacrymogènes CS (dont les forces de l'ordre firent un usage massif à Gênes), où des arguments scientifiques et des références savantes sont incorporés dans un régime de vérification politique de traçage et de dénonciation de la responsabilité de l'État. Le rôle de l'expertise est sensiblement différent dans le cas de l'expert-témoin : ici, l'expertise (médicale ou légale) est intrinsèquement liée à la narration de ce qui a été vu et vécu personnellement, ce qui rapproche ces textes de ceux qui sont centrés sur des attestations oculaires de la violence. Mais dans ce cas, c'est le fait même d'être socialement reconnu comme expert qui motive le choix de

témoigner, et ce pour deux raisons. Tout d'abord, l'expertise se révèle comme fonctionnelle à l'établissement de la vérité des faits : les rapports médicaux qui décrivent, à propos des blessures présentées par les manifestants, des « lésions encourues suite à des gestes de protection et de défense » ne laissent que peu de doutes sur qui était la victime et qui était l'agresseur. Ensuite – pour ce qui est de l'expertise juridique – le non-respect des procédures de perquisition et d'arrestation, et la conséquente

violation des droits élémentaires de l'individu, marquent un glissement hors de la légalité de la part des forces de l'ordre qui ne peut être véritablement stigmatisé qu'à partir d'une position statutaire adéquate. Par ailleurs, les événements de Gênes posent la question de la responsabilité publique de l'expert et appellent un réveil de leur conscience professionnelle. Ce « voyage aux frontières de la démocratie » a explicité à la fois la force et la faiblesse de l'expertise médicale et légale : force par le rôle fondamental que ces expertises remplissent dans la

constitution d'une société de droit et de droits à exercer, exiger et sauvegarder ; faiblesse face à la violence qui peut effacer d'un coup les assises des conventions rendant possible cette expertise. Bien souvent, durant les journées génoises, la blouse blanche du médecin, ses rapports et ses pronostics perdirent leur caractère coactif, de même que la phrase « je suis un avocat, j'ai le droit de voir mon client » resta sans effet et sans recours face au mépris de la loi.

Une autre partie significative du corpus est constituée de textes rapportant les interventions parlementaires sur le contre-sommet. En effet, si les toutes premières réactions aux événements se sont développées sous des formes publiques

**« Dans la caserne
de Bolzaneto
ils nous ont frappé
sauvagement pendant
seize heures d'affilé.
Vous appelez ça
comment ? »**



7. D. DELLA PORTA et M. DIANI, *Social movements: an introduction*, Basil Blackwell, Oxford, 1999.

plus partisans, comme les manifestations de rue et les articles dans les médias de gauche, la polémique s'est progressivement répercutée en des lieux plus institutionnels, comme les grands journaux de la bourgeoisie (*Il Corriere della sera* et *La Stampa*) et certaines chaînes de télévision nationales, jusqu'à toucher la première expression officielle du débat public: le Parlement. La majorité de Silvio Berlusconi a été contrainte d'accepter l'activation d'un comité d'enquête informative, intégré à la Commission aux affaires constitutionnelles de la Chambre des députés. Ces travaux parlementaires ont donné lieu à deux rapports de minorité (de la part de l'Ulivo et de Rifondazione comunista) qui étayaient la thèse accusatoire à l'égard de la gestion de l'ordre publique. À l'inverse, si le rapport de majorité n'a jamais été publié et diffusé, il n'en est pas moins évoqué dans le livre de Fabrizio Cicchitto, représentant de Forza Italia au sein du comité d'enquête, pour proclamer la « démystification qui résulta des travaux de la commission parlementaire ». Ainsi, par le recours au registre de l'officialité, les conclusions du comité n'ont fait que refonder en légitimité les oppositions gauche/droite et critique/célébration⁸ du maintien de l'ordre.

Mêlés à tant de textes anxieux de raconter, d'assurer la reconstruction « objective » des faits, sont apparus de nombreux ouvrages que l'on peut qualifier d'élaboration idéologique. Il s'agit d'opérations éditoriales menées de préférence par les petits et moyens éditeurs recensés ci-dessus. Tout en se réclamant du témoignage des événements de Gênes comme expérience cruciale, ils profitent de l'occasion pour les doter de signification et de sens politique en les resituant dans une plus vaste exposition des perspectives du mouvement altermondialiste italien et international. La plupart de ces livres présentent un trait commun: l'utilisation de l'ex-

périence des journées de Gênes non pas comme un moment singulier, bien que fortement significatif, de preuve et de dénonciation d'une violence physique illégitime, mais comme un évènement déclencheur, l'étincelle de la renaissance d'une gauche radicale, en Italie et dans le monde entier. L'idée véhiculée par cette partie du corpus est que « nous sommes face à ce qui peut être défini comme "un mouvement en train de naître" qui catalyse de nom-

**Une littérature
de l'immédiat
et de l'immédiateté
comme celle des
chansons et des vers
composés par
les manifestants
eux-mêmes.**



breuses expressions critiques du monde tel qu'il est et procède sur la crête entre nouveauté historique absolue et analogie avec des expériences antérieures⁹ ». Le contre-sommet de Gênes est donc perçu et considéré comme une prémisse, à l'instar de ce que fut la révolte étudiante de Valle Giulia pour les événements italiens de 1968.

Enfin, il faut aussi évoquer la production littéraire au sens propre, où le témoignage se fait écriture poétique, théâtrale ou fictionnelle. Une littérature de l'immédiat et de l'immédiateté comme celle des chansons et des

vers composés par les manifestants eux-mêmes, aux lendemains de la mort de Carlo, pour essayer de donner une signification politique mais aussi existentielle à ce qui venait ou était en train de se passer. C'est Luca Baiada ou Nichi Vendola, un des leaders de Rifondazione comunista, se saisissant de la critique artiste pour ajouter un nouvel épisode – tout en poèmes et ballades – à la saga qui, de la tradition ouvrière aux *protest songs*, raconte le peuple face à la répression policière. Tandis que, dans la plupart des ouvrages en prose, comme dans le roman

8. L. BOLTANSKI, « The left after May 1968 and the longing for total revolution », *Thesis Eleven* n° 69, 2002.

9. C. ANTONINI (COORD.), *Zona Gialla - Le prospettive dei Forum sociali italiani*, Frilli, Gênes, février 2002.

Genova express de Roberto Brun ou la pièce *Portraits*, c'est la controverse autour de la violence elle-même qui est mise en scène, au-delà de l'exposition de chacun des points de vue singuliers : la polyphonie dramatique ou romanesque prêtant ses voix à la multitude des victimes des violences et aux auteurs de celles-ci. Alors même que cette multitude définit le contexte de récits individuels ou de romans d'initiation qui racontent aussi la rencontre avec la violence subie de toute une génération.

● **La rhétorique de la violence :
dénonciation, justification
et questions en suspens**

Après avoir rendu compte de la diversité du corpus, il faut maintenant noter ce qui fait son unicité et, par là-même, la cohérence dialectique de la controverse autour de ce qui s'est véritablement passé à Gênes, de la façon de qualifier les événements et d'attribuer les responsabilités. On a montré comment les publications dénonçant la violence de la répression font appel autant au simple témoignage qu'à l'unification en récit, sous l'égide du langage de l'action reconstituée, d'une multiplicité d'éléments hétéroclites (*ie*, respectivement, à ce que Paul Ricœur¹⁰ définit comme *mimésis I* et *mimésis II*) et comment elles mobilisent alternativement différents registres de légitimation du discours : le *témoignage* ou *référence biographique*, mais aussi l'*expertise* qui consiste à invoquer la maîtrise d'une compétence spécifique pour fonder la légitimité d'un jugement circonstancié, l'*officialité* qui fonde un régime de vérité sur le caractère officiel d'une déclaration ou la *représentativité*, cette grandeur spécifique au monde civique.

Mais au delà de ces dispositifs de *crédibilisation*, indispensables face à la chape de désinformation et de mensonge d'État dont les médias officiels avaient essayé de recouvrir les événements de juillet 2001, c'est par le recours à la *généralisation* – processus de cadrage rhétorique maintes fois étudié et théorisé par Luc Boltanski¹¹ – que la dénonciation acquiert une portée universelle, que le témoignage se transforme

dans l'espace public en juste cause pour mobiliser l'opinion au-delà des seuls cercles du mouvement altermondialiste. En effet, en absence de verdicts judiciaires sur les faits, qui permettent de désigner de façon précise et circonstanciée les responsables des violences, les témoignages et leurs élaborations construisent l'universalité du grief au moyen d'investissements de forme¹² qui reconfigurent chacun des faits dénoncés en épisodes illustratifs d'un plus vaste et cohérent phénomène de criminalité policière.

À l'inverse, les récits et interprétations émanant de l'appareil gouvernemental et des adversaires politiques du mouvement altermondialiste font tout pour pousser la lecture des événements dans l'autre sens : afin d'opérer « un passage en individualité » qui singularise les victimes et affirme que les comportements violents des agents auraient été des initiatives individuelles difficiles à éviter, mais marginales, donc négligeables (malgré leur récurrence) par rapport à l'ensemble de l'action policière et, surtout, non imputables à l'organisation de la force publique. Or, c'est bien là le noyau du débat autour de la responsabilité des violences : il apparaît que ceux qui défendent l'action de la police, corps institué, en appellent aux mêmes arguments dont ils refusent l'usage aux manifestants et à l'ensemble du Genoa social forum qui nient – à juste titre – porter collectivement la responsabilité des actes de dévastation matérielle perpétrés par les *black blocs*. Refus qui, par ailleurs et de façon quelque peu contradictoire, sert de justification à la répression en permettant de la requalifier comme « contre-défense légitime »¹³ ou, si l'on veut, « légitime défense ».

10. P. RICŒUR, *Temps et récit*, tome I, Seuil, 1983.

11. L. BOLTANSKI, *L'amour et la justice comme compétences*, Métailié, 1990.

12. L. THÉVENOT, « Les investissements de forme », in L. THÉVENOT (coord.), *Conventions économiques. Les cahiers du Centre d'étude de l'emploi*, Presses Universitaires de France, 1986.

13. M. D. BLUMENTHAL *et alii.*, *Justifying violence: attitude of american men*, University of Michigan press, Ann Harbor, 1972.

Le problème de la recevabilité de cette thèse est que, outre les innombrables témoignages concomitants de victimes qui la contredisent, c'est bien l'approche en termes d'analyse organisationnelle et institutionnelle qui paraît la plus heuristique pour expliquer les événements de juillet 2001 et ce qui s'est passé depuis. En effet, les obstacles rencontrés par les différentes enquêtes – à savoir les accusations réciproques et les renvois de responsabilité entre différentes unités militaires ou policières, ainsi que l'opacité de la chaîne de commandement sur le terrain combinée avec une protection *ex post* de la hiérarchie – constituent des tactiques organiques couramment adoptées par les forces de l'ordre en cas de bavure grave¹⁴, pour se couvrir et empêcher la reconstitution des faits. Par ailleurs, le détail du déroulement des différents épisodes de violence invite à étudier de manière plus approfondie les unités impliquées dans les exactions; parmi les 30 000 hommes qui « assuraient la sécurité » du sommet, les auteurs des violences ont un profil et une histoire bien spécifiques: les officiers du régiment Tuscania¹⁵ des carabinieri-parachutistes qui commandaient à Piazza Alimonda au moment de la mort de Carlo Giuliani, comme les policiers du Détachement mobile de Rome qui firent irruption dans l'école Diaz et qui, avec le Groupe opérationnel mobile de la police pénitentiaire, géraient la caserne de Bolzaneto, appartiennent à des unités d'élite qui – en plus d'être totalement inadaptées aux missions qui leur furent confiées à Gênes – ont toutes un lourd passé judiciaire. Crimes de guerre répétés lors de l'opération somalienne *Ibis* de 1993-1994 (pour le Tuscania)¹⁶; usage disproportionné et régulier de la violence lors d'opérations ordinaires de maintien de l'ordre (pour le DM de Rome); voies de fait sur des détenus (pour le GOM, dont quatre-vingt agents furent incarcérés une année avant les événements de Gênes, suite à une intervention sanglante effectuée dans la prison de Sassari).

Ce qui semble donc confirmer l'existence durable, parmi les forces de l'ordre, de corps spéciaux qui se considèrent au moins partielle-

ment affranchis du respect de la loi et pour lesquels les événements de juillet 2001 sont la règle plutôt que l'exception. D'autant que lors des journées génoises, à chaque fois, les plus hauts fonctionnaires de la Police et les officiers supérieurs des Carabinieri (par ailleurs parfaitement identifiés) se trouvaient dans la proximité immédiate du lieu des exactions. Malheureusement, il manque, pour tester méthodiquement cette hypothèse, l'apport d'une analyse sociologique des pratiques et des représentations de la violence dans la police et l'armée italiennes et, particulièrement, dans les unités en question; celle-ci permettrait de disposer d'une connaissance de l'autre côté des boucliers, spéculaire à ce que nous apprennent les récits des manifestants et les monographies scientifiques sur le mouvement altermondialiste.

● Entre les symboles et les coups

Le corpus tout entier de cette littérature de témoignage doit, en effet, aussi être interprété comme une tentative de rendre compte de l'explosion d'une violence pour l'essentiel inattendue. Dans cette perspective, la production littéraire analysée constitue une réaction à la négation – opérée sur le terrain et par les médias officiels – de la distinction entre différentes formes de violence; alors même qu'une telle distinction avait été établie et théorisée dans les répertoires de protestation du mouvement.

Malgré ce qui a été dit par ses adversaires, même s'il se nourrit aussi de références aux années 1960-1970, le mouvement altermondia-

14. F. JOBARD, *Bavures policières? La force publique et ses usages*, La Découverte, 2002.

15. Il s'agit d'un bataillon (transformé en régiment en 2002) habituellement employé comme force de maintien de la paix lors d'opérations militaires internationales; après le G8 génois, ils furent déployés en Afghanistan, puis en Irak.

16. Voir à ce propos les publications suivantes d'Amnesty International: *Italy – A briefing for the UN committee against torture* (A.I. Index: EUR 30/02/99) et *L'Italia e i diritti umani*, Section italienne d'A.I., Rome, juin 2000.

liste italien n'est nullement caractérisé par une résurgence du rapport d'alors à la violence. Contrairement à l'extrême gauche de la période de Guerre Froide¹⁷, il ne conçoit la violence physique ni comme un moyen acceptable, ni comme une nécessité ou un devoir historique (Marx, Lénine), ni comme un facteur de libération psychologique personnelle (Sorel, Reich, Sartre) ou collective (Marcuse, Negri), ni même – et c'est plus étonnant – comme une exigence éthique qui pourrait survenir lorsqu'il s'agit de démasquer la domination et l'arbitraire des rapports de force pour les donner à voir. Désir de vérité dans lequel Hannah Arendt voyait un des seuls ressorts moraux valables pour élever l'intensité de l'affrontement¹⁸. Mais surtout, l'ensemble des composantes du mouvement s'illustre par la diffusion et la revendication de la non-violence d'opposition, de la contre-violence symbolique et de la désobéissance civile comme répertoires d'action foncièrement incompatibles avec toute stratégie de violence physique. Distinction d'autant plus solidement établie – dans les élaborations politiques, mais aussi dans les simples témoignages – que la violence n'est jamais évoquée, comme c'était le cas par le passé, comme un concept de philosophie politique se déclinant en fonction de la situation, mais comme un ensemble de catégories construites pour désigner et dénoncer des interactions concrètes bien précises : non pas en termes d'idéologie, donc, mais comme le produit d'une analyse sociologique spontanée.

Ce double rapport d'irréductibilité des répertoires d'action à la violence physique et de stupeur face à celle-ci, lorsque – par un brusque changement des règles du jeu – elle s'est imposée à Gênes comme la seule forme d'interaction entre forces de l'ordre et manifestants, apparaît clairement si l'on emprunte à Philippe Bour-

geois¹⁹ sa distinction entre les différentes formes de violence : politique, structurale, symbolique et quotidienne.

Notons tout d'abord que l'ensemble des manifestants était dans la rue pour protester contre la violence subie par une grande partie de l'humanité en conséquence des politiques néo-libérales menées par les dirigeants du G8 : la violence dénoncée est donc avant tout struc-

turelle, il s'agit du résultat de contraintes induites par une situation d'oppression politico-économique. Toutefois, au-delà de cette référence commune à une même forme de violence dénoncée, étaient présentes dans la rue trois options, très différentes entre elles, sur le type de réponse à donner à cette violence structurale. Pour une première partie des manifestants, il s'agissait d'avoir recours à l'*expression* en termes symboliques²⁰ d'une violence politique (lorsque les Disobbedienti, représentés par leur porte-parole Luca Casarini, « déclarent la guerre au G8 ») ; pour une deuxième partie

d'entre eux, la réponse passait par des actions totalement non-violentes (tous ceux qui, comme l'association Attac ou les militants catholiques et écologistes du Réseau Lilliput, défilèrent avec les mains levées et les paumes recouvertes de peinture blanche) ; enfin, une minorité – les *black blocs* – avait choisi de

**La violence
n'est jamais évoquée,
comme c'était
le cas par le passé,
comme un concept
de philosophie
politique.**



17. I. SOMMIER, « L'attrait de la guerre révolutionnaire », *Sociétés et Représentations* n° 6, 1998.

18. H. ARENDT, « Sur la violence », in *Du mensonge à la violence. Essai sur la politique contemporaine*, Calmann-Lévy, 1972.

19. P. BOURGOIS, « La violence en temps de guerre et en temps de paix », *Cultures et Conflits* n° 47, 2003.

20. É. TERRAY, « Réflexions sur la violence symbolique », *Actuel Marx* n° 20, 1996.

recourir à une violence politique explicitement physique et tournée contre des biens matériels.

Or, cette hétérogénéité et cette articulation du mouvement dans son rapport à la violence ont été complètement ignorées par les agents de l'ordre qui ont réagi, à un premier stade, comme s'ils étaient confrontés à une violence illégitime, à une menace physique à motivation criminelle (*ie* quotidienne) ou terroriste (*ie* politique) ; suivant ainsi la norme qui tend à s'instaurer en Italie depuis la moitié des années 1990 et qui veut que l'on criminalise toute tentative de subversion, de rébellion ou de protestation à l'égard de la violence structurale, tout comme les victimes de celle-ci²¹.

À un second stade, la (ré)action des forces de l'ordre prit la forme de la désormais célèbre séquence en quatre unités de temps et de lieux : *Tolemaide* (la rue des matraquages les plus massifs), *Alimonda* (« Piazza Carlo Giuliani »), *Diaz*, *Bolzaneto*. Comme l'atteste l'ensemble du corpus analysé, quelle que soit l'origine exacte de ces actes – nouvelle stratégie de la tension planifiée par le gouvernement Berlusconi, dérive compétitive entre les différentes composantes de la force publique²², débâcle de lansquenets ou erreur d'appréciation dans la gestion des interactions avec les manifestants – ils furent tout d'abord perçus par les victimes et les témoins comme quelque chose d'inédit, d'inouï et, au sens premier du terme, d'inqualifiable. Comme à confirmer qu'il y avait bien eu, durant les deux dernières décennies, un processus de civilisation des manifestations de rue que le G8 génois a remis en cause.

C'est de ce défaut de qualificatifs appropriés, de « mots pour le dire », que vint le succès de la comparaison avec le Chili de Pinochet, qui fit florès dans les journaux de gauche, puis dans

l'ensemble de la presse étrangère dès juillet 2001. Mais il est aussi probable qu'il ne fut pas sans effet sur le déroulement même des évènements : comme le racontèrent plus tard certains policiers, « si les journalistes du Mediacenter qui assistèrent de leurs fenêtres à la descente dans l'école Diaz avaient trouvé les mots pour dire ce qu'ils voyaient, pour dire que la police allait à l'assaut contre des jeunes déjà endormis », « si la nouvelle était arrivée aux

oreilles des vingt-mille en partance à la gare de Brignole, on risquait une insurrection²³ ».

Par la suite, si à aucun moment une tentative de riposte n'a été amorcée, ni même évoquée – comme s'en félicitèrent Vittorio Agnoletto (porte-parole du GSF et du Forum social italien) et Luca Casarini, qui y voient un signe de maturité du mouvement et d'enracinement solide des répertoires non-violents – le rapport à la violence physique s'est malgré tout imposé au centre du débat et des revendications du mouvement altermondialiste italien. C'est bien la stupeur d'avoir subi une

forme de violence jusque-là inconnue et totalement différente de celle des jeux de rôles annoncés entre la police et les manifestants qui a généré l'anxiété testimoniale dont est imprégnée toute la littérature sur Gênes 2001. Le paradoxe tient au fait que les agressions perpétrées contre les manifestants ont fini par aplatir sur le registre de la dénonciation de la violence physique les innombrables revendications et formes de contestation présentes dans le débat autour du G8 et par compromettre la capacité des

**Il y avait bien eu,
durant les deux
dernières décennies,
un processus de
civilisation des
manifestations de rue
que le G8 génois
a remis en cause.**



21. S. PALIDDA, *Polizia postmoderna. Etnografia del nuovo controllo sociale*, Feltrinelli, Milan, 2000.

22. S. PALIDDA, « Dalle riforme al paradigma liberista della sicurezza », in M. ZINOLA, *Ripensare la polizia*, Frilli, Gênes, 2003.

23. Cité dans *La Repubblica*, 26 juillet 2001.

témoins d'interpréter de façon articulée l'expérience vécue durant ces trois journées. Malgré les nombreuses analyses qui s'efforcent d'interpréter les évènements en leur restituant toute leur signification politique (autre forme de montée en généralité), les victimes ont tendance à adopter les mêmes catégories de représentation duale que les auteurs des exactions – même s'ils ne les attribuent pas aux mêmes groupes – et par ne voir que des justes innocents d'un côté et des brutes sanguinaires de l'autre.

En ce sens, c'est le débat au sein du mouvement, à propos de la pratique de destruction de biens matériels à des fins symboliques qui a été escamoté : les dévastations de devantures et les incendies de véhicules par les groupes affinitaires des *black blocs* reste en effet une forme de contestation qu'il s'agit, pour la grande majorité du mouvement altermondialiste, de circonscrire (comme ce fut le cas à Annemasse et Genève en mai 2003), voire (si possible) d'éviter totalement lors des grands rassemblements internationaux. Néanmoins, il est remarquable que ces dévastations soient systématiquement invoquées par la majorité gouvernementale italienne et les forces de l'ordre pour justifier les exactions. Comme si ministres et officiers ne voulaient ou ne réussissaient pas à comprendre que, quel que soit le nombre de millions d'euros de dégâts matériels causés par les casseurs, il s'agira toujours d'une faute vénielle aux yeux d'un mouvement altermondialiste et anti-capitaliste et des citoyens qui se trouvent à devoir témoigner d'une longue liste d'atteintes aux droits humains fondamentaux.

Tandis que pour tous les militants et manifestants, la confrontation avec la répression policière a fait éclater les mondes de la vie quotidienne et de l'ordonnement social de l'Italie qu'ils s'étaient construits au cours du temps : elle s'est imposée, par les coups reçus et attestés, comme épreuve de réalité, comme falsification par les faits de leurs croyances antérieures en l'irrévocabilité d'un certain niveau de démo-

cratie. Révision-révélation traumatisante qui – pour pouvoir être partagée – a contraint les victimes et les témoins à se raconter publiquement, à soumettre leur expérience à une ultérieure épreuve de cohérence et d'identité narrative²⁴. Une épreuve dont ils sont sortis grandis, tant il est évident aujourd'hui pour la majorité de l'opinion publique italienne et (surtout) internationale de qui furent les agresseurs et qui les agressés.

Une expérience de rupture qui, si elle ressuscite le vieux spectre de la violence d'État contre le mouvement social, a néanmoins été assimilée par celui-ci – comme en témoigne le corpus analysé – sans remise en cause du caractère fondamentalement pacifique de ses répertoires d'action. Alors même que ses maîtres d'œuvre, au sein des forces de l'ordre et du gouvernement (en particulier sa composante post-fasciste, anciens du MSI qui se sont formés à la politique au cours des années 1970) annonçaient un scénario où le mouvement aurait dû se discréditer dans une spirale de violence annoncée. La littérature de témoignage est donc à la fois dénonciation et processus cathartique, mais aussi une manière – pour un mouvement altermondialiste qui s'affirme chaque jour un peu plus – de poser ses marques, de se positionner sans ambiguïté dans l'espace public et le champ politique. ●

24. P. RICCEUR, *Soi-même comme un autre*, Seuil, 1990.